



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Le deux septembre, Jean-Michel Blanquer affirmait : « c'est l'une des meilleures rentrées que j'aie connues ». Nous ne devons pas vivre les mêmes rentrées. Peut-être cela tient-il du fait que l'Ardèche est un département rural et que, comme nous l'a expliqué M le Directeur académique en Comité technique, « la loi s'adapte à la spécificité du territoire ». À moins que ce ne soit la conséquence plus globale d'une politique libérale menées par les gouvernements successifs ? Quoi qu'il en soit, cette rentrée est à nos yeux loin d'être « techniquement réussie ». Et si la feuille de route du gouvernement est axée sur l'apaisement dans les paroles, tous les actes démontrent tout le contraire.

En cette rentrée, on ne voit guère comment se réjouir quand on est usager ou employé de la fonction publique. Si tant est qu'on ouvre l'œil, on ne peut pas rater la destruction graduelle du service public.

On les voit les maternités qui ferment faute de professionnels, on les voit les files d'attentes aux urgences qui s'allongent faute de personnel, on les voit les bureaux de postes qui disparaissent faute de rentabilité, on les voit les TER qui ne passent plus...

Les services qui continuent à fonctionner sont assurés par des contractuels plutôt que des fonctionnaires et la crise des vocations comme on la nomme dans les médias n'est pas prête de se résorber.

C'est donc bien toute la politique salariale et managériale menée aujourd'hui qui est la cause de notre aigreur : faible niveau des salaires, absence de reconnaissance des qualifications, du travail et de l'engagement des professionnels alors que trop souvent les conditions de travail sont dégradées et le malaise profond. Nen déplaie à M Macron, le terme de pénibilité est approprié à la situation de millions de salariés.

Et comme si le travail n'était pas assez ingrat, on nous annonce à présent que la retraite s'éloigne encore. Ou peut être n'est-ce qu'un effet d'optique, ce n'est pas qu'elle s'éloigne notre retraite, c'est juste qu'elle s'amenuise. Ce que nous comprenons, c'est que l'État continue de se désengager, que ceux qui pourront se payer des complémentaires, placer à long terme ou investir dans l'immobilier s'en sortiront bien alors que les autres devront charbonner jusqu'au bout sous prétexte que les régimes spéciaux seraient quand même drôlement injustes.

Comme pour détourner l'attention des vrais problèmes, le Ministre de L'Éducation relance une énième fois la polémique sur le port du voile et pose un jugement selon lequel celui-ci ne serait pas « souhaitable dans notre société », alors que, pour la FSU il ne nous appartient pas de juger des décisions des mères de familles accompagnatrices des sorties scolaires. Nous voulons rappeler à quel point leur participation est précieuse, tant du point de vue des projets pédagogiques dans nos écoles que de la cohésion dans notre société. Par ailleurs le chef de l'état a imposé un débat à l'assemblée sur une soit-disant crise de l'immigration, alors que c'est plutôt une crise de l'accueil que nous vivons. A coup de chiffres faussés prétendant que la France est le pays européen qui aurait accueilli le plus de migrant-es alors que, si l'on en croit François Héran, titulaire de la chaire Migrations et sociétés au Collège de France, elle serait au 15ème rang pour ce qui est du nombre de demandes d'asile, estimation qui ne tient même pas compte de l'étendue du territoire national. Cet éminent démographe en vient même à s'interroger sur les raisons qui peuvent pousser au sommet de l'état à faire mine d'ignorer des chiffres officiels, leur préférant un discours dangereux dans la droite ligne des erructations du Rassemblement national.

Heureusement pour nous, aujourd'hui, les enfants de ce "problème" qu'il faudrait "regarder en face" sont dans nos classes car l'école est encore obligatoire pour tous les jeunes sur le territoire français et nous, enseignant·es, nous sommes fiers d'accueillir tous les enfants à l'école de la République. Ce sont nos élèves, dont nous connaissons les difficultés quotidiennes, l'extrême précarité de la situation de leurs parents mais aussi leur formidable volonté de s'en sortir, d'avoir une vie meilleure. Nous le savons, les consignes du Ministère de l'intérieur sont d'être inflexible, quitte à écarteler des familles en enfermant coûte que coûte les pères pour les expulser et maintenant à refuser de mettre à l'abri les enfants. L'Ardèche est un des rares départements de France où des enfants ne dorment pas dehors mais les militant·es des associations sont inquiet·es pour le proche avenir dans ce contexte hautement répressif. Enfin le pouvoir discrétionnaire de Madame le Préfet permettrait à des familles intégrées depuis des années de pouvoir enfin souffler et se construire une vie digne. Nous soutenons la demande du Réseau Education Sans Frontières qui se réunit chaque dimanche soir sous les fenêtres de la préfecture pour demander un traitement humain de ces humains.

Mais cette rentrée pas si techniquement réussie dans nos établissements, revenons-y.

Les suicides de nos collègues Christine Renon à Pantin, Frédéric Boulé à Valbonne et Laurent Gatier dans le Puy-de-Dôme, qui ont ému toute la profession, sont symptomatiques des dégradations progressives des conditions de travail à tous les échelons et dans tous les établissements. Ces conditions de travail déjà difficiles sont encore accentuées par un management trop souvent ubuesque et déshumanisé.

Que peuvent bien penser les AESH auxquelles on a demandé de venir travailler sans contrat ? Que peuvent penser ces mêmes AESH à qui on annonce pour le mois d'octobre une « avance » sur le salaire de septembre, rémunération déjà bien maigre que l'état employeur ne parvient pas à verser dans les temps ? Que peuvent penser les TZR qu'on n'affecte pas puisqu'on attend de voir si on ne prend pas plutôt un contractuel ? Que peuvent penser les profs auxquels on impose une seconde heure supplémentaire ? Que peuvent penser ces mêmes profs qui passent des heures à préparer leurs cours quand ils voient les annonces fleurir à Pôle emploi à la recherche d'enseignant·es immédiatement opérationnel·les pour tenter de combler les trous dans les emplois du temps des élèves ? Que peuvent penser les familles qu'on encourage à autoriser leurs enfants à sortir dans la rue plutôt que de surcharger des salles de permanence trop pleines ?

Non, les services publics ne sont pas un concept dépassé, non, il n'est pas pertinent de les détruire petit à petit pour permettre aux très très riches de s'enrichir encore et toujours plus. Pour la FSU il est indispensable de les conforter pour donner à toute la population la possibilité d'avoir une vie digne, et l'Éducation Nationale, même si elle ne peut pas tout, est un vecteur incontournable de l'égalité des chances.